



Christine Verschuur (dir.)

Genre, changements agraires et alimentation

Graduate Institute Publications

Entre l'État et les « bandits » armés par l'Afrique du Sud. Les paysans ignorés du Mozambique

Claude Meillassoux et Christine Verschuur

DOI : 10.4000/books.iheid.5248

Éditeur : Graduate Institute Publications, L'Harmattan

Lieu d'édition : Genève

Année d'édition : 2012

Date de mise en ligne : 8 mai 2018

Collection : Cahiers genre et développement

EAN électronique : 9782940503933



<http://books.openedition.org>

Ce document vous est offert par Geneva Graduate Institute



Référence électronique

MEILLASSOUX, Claude ; VERSCHUUR, Christine. *Entre l'État et les « bandits » armés par l'Afrique du Sud. Les paysans ignorés du Mozambique* In : *Genre, changements agraires et alimentation* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 2012 (généré le 20 juillet 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/5248>>. ISBN : 9782940503933. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5248>.

Entre l'État et les « bandits » armés par l'Afrique du Sud. Les paysans ignorés du Mozambique

..... *Claude Meillassoux* et Christine Verschuur***

In *Le Monde diplomatique*. Octobre 1985.

Sous le régime portugais, le Mozambique était une « colonie de service » offrant à ses voisins d'importantes facilités d'infrastructure. À l'indépendance, ses chemins de fer et ses ports étaient largement utilisés, en particulier par l'Afrique du Sud et la Rhodésie (Zimbabwe), pour acheminer leurs matières premières vers la mer. Il constituait aussi une réserve de main-d'œuvre pour ces deux pays, plus de 100 000 travailleurs émigrant chaque année vers les mines sud-africaines. Les recettes de ces secteurs fournissaient au Mozambique ses principales ressources en devises : 60 % du produit intérieur brut (PIB) en 1975 ! Le barrage de Cabora-Bassa, construit avant l'indépendance, livre son électricité à l'Afrique du Sud qui, en revanche, fournit celle de la capitale mozambicaine.

Or l'Afrique du Sud pratique depuis l'indépendance une politique de réduction de ses achats de services au Mozambique. Ainsi, pour un indice 100 en

* Anthropologue.

** Anthropologue, Institut de hautes études internationales et du développement, Suisse.

1973 (à la veille de l'indépendance et du coup d'État au Portugal), le mouvement du port de Maputo pour le compte de l'Afrique du Sud, qui avait déjà diminué de moitié en 1980, est tombé à 16 en 1983. L'effectif des mineurs mozambicains en Afrique du Sud, qui était de 118 000 en 1975, s'est stabilisé autour de 44 000 depuis 1977. Cette réduction représente, de 1975 à 1983, un manque à gagner cumulé de 568 millions de dollars.

À partir de 1980, la sécheresse s'est installée au Mozambique. La plus grave, dit-on, qu'ait connue l'Afrique australe au cours des 50 dernières années, et qui serait la cause principale de la famine dans les régions du centre et du sud du pays. Des inondations en 1978, puis un cyclone au début de 1984, avaient en outre provoqué d'importantes pertes humaines et matérielles.

C'est aussi en 1980 qu'ont commencé les actions des « bandits armés », qui compteraient environ 20 000 hommes. À l'origine, le Mouvement national de résistance (MNR) comprenait des transfuges du FRELIMO, des mercenaires appuyés par les gros colons portugais et par les services spéciaux d'Afrique du Sud et ceux de l'ex-Rhodésie. Ce noyau initial, infiltré en plusieurs points du territoire mozambicain, a recruté dans un milieu paysan socialement malmené par la politique agricole et le marasme économique, tant parmi les notabilités conservatrices que chez les jeunes qui leur sont hostiles, parmi les déserteurs de l'armée régulière comme chez les délinquants. Armés, alimentés, formés et coordonnés par le MNR, ils ont essaimé sur tout le territoire en moins de quatre ans. Leur action a été décisive dans la déroute économique et sociale du pays. À leur égard, la population paysanne est dans l'expectative. En tout état de cause, nul déplacement important de population n'est signalé des régions soumises aux « bandits armés » vers les zones contrôlées par le FRELIMO. Ainsi coupé de son arrière-pays et privé du soutien de la population rurale, le gouvernement doit de plus en plus recourir à l'assistance internationale. [...]

Lors de son indépendance, en 1975, le Mozambique n'a pas su, ou n'a pas pu, « négocier » avec son principal adversaire et colonisateur de fait, l'Afrique du Sud, les termes d'un désengagement économique. Le FRELIMO s'est donc tourné vers l'intérieur du pays pour conforter son indépendance en transformant l'économie et les rapports sociaux de production. C'est l'expérience des « zones libérées » qui inspira largement les orientations socialistes du nouvel État.

L'expérience manquée des « villages communautaires »

Le programme économique du FRELIMO reposait sur la mobilisation des forces paysannes dans l'ensemble du pays et sur une révolution agricole qui permettrait d'alimenter l'effort de développement. La stratégie des « villages communautaires » devait servir à la fois la libération de l'homme à la campagne et une révolution technique capable de débloquer une agriculture périmée. Dès 1976, alors que le FRELIMO ne s'est pas encore constitué en parti, les principes d'organisation des « villages communautaires » prétendent s'inspirer de l'expérience des zones libérées, où cependant les « villages communautaires » n'existaient pas sous la forme d'un habitat regroupé qui, dans une situation de guerre, aurait facilité le repérage par l'ennemi. Le projet reformulé après l'indépendance consiste à mobiliser la population d'une région donnée en la convainquant des avantages d'une organisation communautaire et des bénéfices qu'elle devrait en tirer, à créer progressivement un noyau de production collective, puis à regrouper l'habitat autour de cette base, en un lieu choisi par accord entre les futurs villageois, les techniciens et les responsables locaux du FRELIMO. Les activités du village devaient se développer selon un plan discuté par les villageois eux-mêmes, la production en étant l'aspect central. La subsistance devait être assurée principalement par l'agriculture familiale, complétée par une production collective à laquelle une partie du temps de travail agricole devrait être consacrée. La production collective devait assurer une fraction des besoins alimentaires, la constitution des provisions nécessaires aux campagnes suivantes, le financement des services sociaux du village. Un fonds d'accumulation était prévu pour l'entretien et le renouvellement d'instruments de production (étant entendu que l'énergie humaine serait employée au maximum avant de recourir aux machines), pour la constitution de réserves en prévision d'éventuelles calamités naturelles, et pour des activités culturelles et d'échange (formation, visites...). Les excédents, enfin, devaient être distribués au prorata du travail de chacun. Quelle que soit son activité principale, le « village communautaire » devait aussi se livrer à l'exploitation agricole et à l'élevage. En outre, il était conseillé de diversifier la production en introduisant, par exemple, la pisciculture, l'apiculture, des moulins à céréales, la production de conserves, de produits lactés, l'artisanat ou de petits ateliers, etc. Toutes ces recommandations étaient complétées par des indications sur la manière d'édifier la zone résidentielle, et un modèle d'urbanisme était ébauché.

Le « village communautaire » se présentait donc comme une unité productive, sociale, politique et administrative, intégrant un ensemble d'activités. Le contrôle de son développement – accumulation locale, planification, organisation du travail, distribution des résultats, etc. – devait être entre les

mains de ses membres. Lieu de transformation des rapports sociaux, rejetant l'autarcie aussi bien que la dépendance, c'était plus qu'une simple réorganisation spatiale de l'habitat à la campagne : une transformation volontariste et planifiée du paysage social mozambicain.

En 1977, 215 villages sont créés, en 1979, leur nombre est de 1059 et, en 1982, de 1352, regroupant près de 20 % de la population rurale, soit 1,8 million de paysans. On avait promis aux nouveaux villageois une école pour leurs enfants et la possibilité d'être eux-mêmes alphabétisés, un dispensaire, un magasin d'approvisionnement, etc. Cependant, si le regroupement en villages pouvait effectivement faciliter l'installation de services sociaux par l'État, celui-ci ne disposait que de moyens limités pour les faire fonctionner : peu de professeurs ou de cahiers, peu d'infirmiers ou de médicaments, etc. De surcroît, la construction d'un magasin par les villageois ne signifiait pas qu'il serait approvisionné.

Dans un premier temps, l'expérience semble avoir eu des effets positifs. La création des villages communautaires a permis une extension des soins de santé et de l'éducation à la campagne. Le creusement de puits proches des villages a allégé la tâche des femmes. Une plus grande ouverture sur le monde extérieur devenait possible, ainsi qu'une revalorisation des connaissances populaires. Des échanges de techniques d'une région à l'autre ont été organisés. Dans quelques villages pilotes, le degré de confort des habitations s'est amélioré, grâce à des techniques élémentaires. Des efforts d'assainissement du milieu ont été accomplis, des innovations techniques agricoles simples ont été introduites (petits barrages par exemple, nouvelles cultures, charrues...). Des services sociaux de type nouveau ont été mis en place (crèches, salles de réunion...).

La participation aux instances nationales et locales de gouvernement a été institutionnalisée. Un peu plus de la moitié des 110 000 membres du parti sont des paysans. Des femmes participent à des réunions à l'échelle provinciale ou nationale. Des cellules du parti avaient été constituées dans près de 500 villages ; dans autant d'autres existaient des « groupes dynamisateurs », formés de membres du parti et chargés d'animer l'organisation des paysans, le travail dans les champs collectifs, le nettoyage d'un quartier du village, etc. Près de 500 assemblées du peuple avaient été instituées, où les élus étaient invités à discuter des problèmes et des programmes locaux. Dans quelque 150 villages¹, des « tribunaux populaires » traitaient des affaires de justice de leur compétence (divorces, vols...). Une étude de leur fonctionnement aurait montré que les jugements évoluaient vers des sentences plus

¹ Toutes les données se réfèrent aux villages existants en 1982

équitables à l'égard de catégories qui, autrefois, étaient toujours considérées comme fautives – les femmes, par exemple.

Dans certaines régions, il devenait possible de discuter des problèmes, d'exposer des difficultés, de transmettre son point de vue sur les divers aspects de l'organisation de la vie en groupe. Des instances démocratiques étaient mises en place, même si elles ne fonctionnaient pas toujours bien ; même si elles étaient investies parfois par les personnalités éminentes de la hiérarchie politique « traditionnelle », même si leur pouvoir était de fait très limité. La participation à ces instances s'était, en principe, élargie à des groupes antérieurement privés d'expression. Quand ils l'ont compris et quand ils l'ont pu, les militants du FRELIMO affectés aux villages communautaires ont cherché à défendre les intérêts des paysans défavorisés (jeunes, femmes seules, lignages dominés...), en les encourageant à occuper des postes de responsabilité politique ou économique dans le village, ou encore en favorisant leur participation à des cours de formation.

Cependant, le rôle des « villages communautaires » dans la production paraît beaucoup moins positif. On relève ici de grandes différences entre les intentions et le résultat. Au moment de l'extension maximum du mouvement, en 1982, il restait encore 80 % de paysans en dehors des « villages communautaires ». Quant à ceux qui avaient été mis en place, leur économie n'a jamais bénéficié d'un soutien réel et organisé de la part des autorités, ce soutien étant exclusivement réservé aux entreprises agricoles d'État. [...] Selon le rapport du quatrième congrès du FRELIMO, « sur l'ensemble des investissements réalisés dans le secteur agricole de 1977 à 1981, 2 % seulement ont été orientés vers le secteur coopératif », le reste allant au secteur d'État. [...]

La transformation du système agraire paysan par le programme des « villages communautaires » avait soulevé de sérieux problèmes sociaux. Leur existence même fut souvent compromise par l'ignorance des règles d'attribution des terres, entraînant des conflits internes ; par l'absence de planification des besoins en terre et en jachères ; par l'éloignement excessif des champs, qui causait une surcharge de travail pour les paysans. En outre, les paysans se plaignaient de l'excès de temps consacré aux activités politiques et culturelles, ou à certains travaux collectifs. Selon une enquête entreprise dans cent « villages communautaires » du nord du pays (Verschuur *et al.* 1981), la moitié des villages ayant au moins cinq ans d'existence enregistraient une baisse des rendements. [...]

Dès 1978, le ministère de l'agriculture avait été critiqué pour avoir négligé l'agriculture paysanne et les coopératives au profit des entreprises d'État trop lourdement mécanisées. Le ministre sera démis. Mais ces reproches

répétés n'entraveront pas le développement des fermes d'État, jusqu'au quatrième Congrès de 1983. Celui-ci, critiquant à nouveau le gigantisme, fait une analyse sévère de la mécanisation et demande une réorganisation. Il déplore aussi le manque de participation des travailleurs à la planification et à la direction de l'entreprise. À la suite de ces critiques, les grands complexes agro-industriels seront démantelés et divisés en fermes de plus modestes dimensions. Certaines terres, depuis longtemps réclamées par des coopératives, leur seront attribuées, d'autres seront morcelées et distribuées aux familles des travailleurs de la ferme ou à des agriculteurs privés. [...]

De la méconnaissance à la réprobation et au mépris

La politique agricole du FRELIMO semble donc partagée entre deux orientations, l'une, idéaliste, soucieuse de réaliser l'organisation socialiste de la paysannerie, l'autre, réaliste, qui cherche dans l'agriculture des ressources et des devises et qui préconise la mise en œuvre de grandes entreprises réputées plus rentables. Aucune n'a abouti. Certes, la réorganisation de l'agriculture est une tâche immense, et le passage de l'économie domestique à l'économie de marché est au cœur de toutes les crises du tiers-monde. Si cette transformation se fait si mal dans la majorité des cas, c'est que, livrée aux lois du marché, la paysannerie en supporte sans protection les effets. Un gouvernement se réclamant du socialisme scientifique et un parti militant se prétendant attentif aux besoins populaires seraient-ils capables de planifier ce passage, de l'assortir des perspectives à long terme et des précautions qui auraient épargné à la paysannerie le désordre et la misère ? Une condition pour y parvenir eût été de s'inquiéter des conditions de vie et de la pratique sociale des paysans afin de mesurer ce que la révolution était susceptible de leur apporter en plus.

Or les grandes orientations définies ne reposent ni sur une connaissance ni sur une reconnaissance de la paysannerie comme classe sociale. Le comportement des responsables mozambicains est celui de tous les bureaucrates, socialistes ou coloniaux, confrontés à la paysannerie, usant des mêmes recettes avec les mêmes résultats : regroupement des populations le long des voies de communication ; champs collectifs obligatoires destinés à alimenter les ressources de l'État, coercition pour corriger les effets désastreux de leur ignorance. Pour les uns comme pour les autres, les paysans n'ont pas d'existence sociale. À Maputo, on entend répéter dans les milieux responsables que « la paysannerie traditionnelle a été détruite par la colonisation » et que, dans ces conditions, l'anthropologie ne saurait être d'aucun secours. On considère implicitement que le paysan, quelles que soient les structures dans lesquelles on l'enferme et le site où on l'installe, doit pouvoir produire sa

nourriture et un surcroît commercialisable. S'il n'en est pas ainsi, ce ne peut être qu'en raison de pesanteurs coutumières, d'arriération, de mauvaise volonté sinon d'intentions de sabotage. Or, «traditionnelles» ou non, il existe au Mozambique des sociétés paysannes qui ont réagi aux impacts successifs auxquels elles ont été soumises. Sous l'effet de la traite, de la culture forcée du coton et des anacardiens, on sait que, depuis deux siècles au moins, ces sociétés n'ont cessé d'évoluer pour résoudre les problèmes de leur existence et de leur perpétuation dans le cadre de structures sociales sans cesse reconstituées².

L'expérience des «villages communautaires» témoigne de l'aveuglement des responsables sur la paysannerie. Dans ce pays au peuplement très dispersé, le regroupement de la population a provoqué le déplacement de nombreuses petites communautés. Éloignées de leurs champs, elles doivent ou les abandonner ou transplanter des tonnes de manioc. Elles sont obligées de demander de nouvelles terres aux familles qui occupaient les lieux du regroupement, et elles ne reçoivent, le plus souvent, que des jachères usées ou des terrains de culture très distants du village. Une nouvelle hiérarchie se constitue entre les familles détentrices des terres et les nouvelles venues, hiérarchie qui se répercute dans l'administration des coopératives et l'attribution de prérogatives qui s'y rattachent. Seuls les premiers occupants ont accès aux marchandises, quand il y en a, ou aux travaux rémunérés. De très vifs conflits et des rancœurs sont nés de ces inégalités nouvelles que l'administration tend à ignorer. Certaines familles déplacées, amères et déçues par les conditions qui leur sont faites, s'enfuient dans la brousse et vivent de pillage.

Le milieu paysan, désorganisé et divisé par la politique agricole suivie, constitue naturellement un terrain favorable au recrutement du MNR. [...]

La transformation de fond en comble de la société rurale mozambicaine était certes une tâche ambitieuse, peut-être démesurée. On pourrait aligner sans fin les erreurs commises. Il est vrai que, dans un monde dominé par les lois du marché, le pays, ne pouvant trouver les ressources indispensables à sa décolonisation que par la commercialisation de sa production, doit d'une manière indirecte se soumettre à ces lois. L'agression sud-africaine est aussi une menace réelle, mais trop complaisamment évoquée. Pour préserver l'option socialiste comme pour résister aux forces extérieures, il fallait pouvoir s'appuyer sur les paysans, la majorité du peuple. Ni les aides étrangères ni les médailles que s'accordent entre eux les dirigeants d'un État devenu exsangue ne peuvent conjurer cette carence fatale.

² Voir Geffray et Pedersen (1985). Le rapport, très documenté à cet égard, n'a pas été sans jeter quelque trouble dans l'administration mozambicaine.

Références bibliographiques

- Geffray C. et G. Pedersen. 1985. *Différenciations sociales et socialisation de la campagne*. Polycopié.
- Verschuur, C. et al. 1981. *Informação geral sobre as aldeias comunais*. Comissão Nacional das Aldeias Comunais, Ministerio da Saúde. Maputo. Rapport de recherche.